

CONSULTATION REGIONALE DE L'OIT

Abidjan, 8 et 9 septembre 2016

Allocution du Président de la FOPAO

- **Mme Dominique Ouattara**, Première Dame de Côte d'Ivoire,
Présidente du Comité National de Surveillance des actions de lutte
contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants ;

- **M. Moussa Dosso**, Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale
de Côte d'Ivoire ;

- **M. CHUMA**, Directeur Régional pour l'Afrique du BIT ;

- **M. Ayuba Wabba**, President du Nigeria Labour Congress;

- Mesdames et messieurs les membres des delegations tripartites du
Bénin, du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Ghana, du Nigéria,
de la Maritanie, du Maroc et de la Tunisie;

- **M. N'Goan Aka Kacou Mathias**, Maire de Cocody ;

- Mesdames et messieurs en vos rangs, grades et qualité ;
- Chers amis de la Presse ;
- Mesdames et messieurs.

Permettez- moi de saisir l'opportunité que m'offre la présente consultation régionale consacrée à l'Alliance 8.7 des Objectifs du Développement Durable (ODD) pour saluer au nom de la Fédération des Organisations Patronale (FOPAO) mais également au nom du Secteur Privé Ivoirien, l'ensemble des personnalités ici présentes qui font honneur à notre pays.

Vous avez effectué le déplacement d'Abidjan à l'effet de mettre en route l'Alliance sur les Objectifs du Développement Durable, notamment la cible 8.7 qui se propose de relever au niveau national, régional et continental ; le défi de la suppression du travail forcé, de l'esclavage moderne, de la traite des êtres humains, de l'interdiction et de l'élimination du travail des enfants sous toutes ses formes, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats.

Pour relever ce défi, une Alliance est nécessaire sinon indispensable. C'est pourquoi, je voudrais au nom de la FOPAO et au-delà du monde économique, rendre hommage à madame Dominique OUATTARA, Première Dame de la République de Côte d'Ivoire dont le parrainage de cette consultation régionale ne nous surprend guère vu l'intérêt qu'elle y accorde depuis de nombreuses années.

Madame, la Première Dame vous avez fait de la lutte contre le travail des enfants, de la lutte contre la pauvreté et la discrimination sociale, votre cheval de bataille.

Vos actions au niveau national, sous régional et international cadrent parfaitement avec les objectifs poursuivis par la présente consultation à savoir conjuguer nos efforts pour venir à bout des défis qui minent nos sociétés.

Merci madame la Première Dame pour votre détermination et votre engagement en faveur d'une société ; où les droits des citoyens ; notamment ceux des enfants sont respectés.

Nos cordiales salutations vont à Monsieur le Ministre DOSSO avec lequel nous entretenons une collaboration régulière et enrichissante.

Permettez-moi aussi d'exprimer ma gratitude à monsieur CHUMA, Directeur Régional de l'OIT pour sa constance dans l'action.

Monsieur le Directeur, votre soutien en faveur des organisations d'employeurs plus fortes et plus responsables ; constitue à n'en point douter, un axe déterminant pour adresser la question du respect des droits fondamentaux et des autres normes pertinentes des Nations Unies ; en tant que réponse à la lutte contre, le travail forcé, l'esclavage moderne, la traite des êtres humains et le travail des enfants sous toutes ses formes.

Il convient cependant de reconnaître que les normes de l'OIT bien que constituant des leviers majeurs pour la construction d'un monde plus libre et plus juste, influencent encore très peu nos législations et nos pratiques et par conséquent, n'ont pas l'impact souhaité sur les changements de comportement.

A cela, il faut le reconnaître, le fossé sans cesse grandissant de la pauvreté dans nos Etats contrarie encore fortement les efforts qui sont déployés par les Gouvernants et la Communauté Internationale, pour résoudre ce problème.

Les statistiques disponibles illustrent l'ampleur de la tâche qui nous attend :

- 168 millions d'enfants sont contraints de travailler, dont la moitié environ dans des travaux dangereux et autres pires formes de travail ;
- 21 millions de personnes sont victimes du travail forcé, qui génère annuellement 150 milliards de dollars de profits illicites ;
- Plus de la moitié des victimes du travail forcé sont des femmes et des filles, et un quart sont des enfants de moins de 18 ans.

Les données disponibles indiquent même que le nombre de victimes du travail forcé pourrait être en augmentation.

Face à ces données, aucun pays, aucune région, aucune communauté ne peut agir seul. Une alliance s'impose donc entre tous les acteurs : Gouvernements, Organisations Patronales et Syndicales, Société Civile, Universitaires, Experts, Institutions.

**Madame la Première Dame ;
Mesdames et messieurs.**

Après les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), les Objectifs du Développement Durable (ODD) nous donnent l'occasion de faire valoir nos avantages comparatifs dans le cadre d'une alliance que nous souhaitons mettre en place avec diligence tant au niveau national, régional que mondial.

Dans cette alliance, une attention devrait être particulièrement accordée aux pays pauvres qui sont les plus confrontés à la problématique des défis qu'entend relever l'alliance 8.7

C'est à ce niveau que nous voulons évoquer la responsabilité qui est celles des Gouvernants qui doivent tout mettre en œuvre pour donner effets aux instruments internationaux qui sous-tendent la réalisation effective des objectifs visés au point 8.7 des Objectifs du Développement Durable.

Pour les Organisations Patronales que nous représentons ici, la promotion d'entreprises durables et productrices, créatrices de richesses d'emplois de qualité dans le respect des droits fondamentaux au travail ; devrait faire partie intégrante des pistes de solutions.

En effet, comment venir à bout du travail des enfants, du travail forcé dans un pays où l'activité économique est à 90% informelle et où l'Etat a peu de capacité pour assurer le respect de la réglementation ?

Comment venir à bout de ces défis dans un pays où l'entreprise même formelle court quotidiennement le danger de basculer dans l'informalité ?

La vision de l'alliance 8.7 pour un monde affranchi du travail des enfants, du travail forcé, de l'esclavage moderne et de la traite des êtres humains est celle à laquelle nous devons tous aspirer et que nous devons ensemble construire dès à présent pour les générations futures. Nous avons quinze ans pour y parvenir.

L'Organisation Patronale que je dirige, la CGECI a très vite perçu cette responsabilité en produisant depuis quelques années déjà, une réflexion prospective de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2040 et qui ambitionne de relever ce que nous avons appelé « le défi du meilleur ».

Ce défi, nous comptons le relever dans le cadre d'une alliance entre le Gouvernement et le Secteur Privé.

L'alliance 8.7 des Objectifs de Développement Durable de ce fait en phase avec notre vision de la Côte d'Ivoire et partant de l'espace CEDEAO, alors nous nous y engageons y fermement.

Excellent travaux à toutes et à tous

Je vous remercie !